



HÔTELLERIE

Les autorités de la Transition vont de surprise en surprise s'agissant du patrimoine hôtelier de l'Etat. La dernière en date provient d'Onomo Hôtel qui serait la propriété d'une SCI dont le promoteur est Maixant Accrombessi, l'ancien directeur de cabinet du président déchu. L'Etat entend faire valoir ses droits.

Page 4

PRIX

Une équipe en charge du contrôle de l'application de la mercoriale et la surveillance des stocks dans les marchés de Libreville a débuté sa mission cette semaine. Une sorte de veille commerciale qui devrait durer deux mois et permettre, pourquoi pas, de débusquer les commerçants véreux.

Page 4

DIPLOMATIE

Le chef de l'Etat, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu hier le général Ibrahim Gaber. Ce dernier était porteur d'un message du numéro un soudanais, Abdelfatah Alborhan Abdelrhman, à son homologue gabonais dont il espère un rôle de bons offices dans la crise qui déchire le pays.

Page 3

LPIG : TROIS ÉLÈVES À LA PORTE !

NOUVEAU cas d'exclusion au sein d'un lycée de Libreville. Mais pas pour les mêmes motifs. Cette fois ce sont trois élèves du Lycée Paul-Indjendjet-Gondjout (LPIG) qui, au terme d'un conseil de discipline le 21 novembre, en présence notamment de leurs parents, ont été définitivement renvoyés de l'établissement pour détention de cocaïne, d'arme blanche et braquage en uniforme scolaire. **Page 2**



POUR MOI QUOI...

Pour avoir osé se "libérer", la communauté internationale "punit" le Gabon. Mais nos banques locales ne l'entendent pas de cette oreille.

L'autre jour, le président de la Fédération des entreprises du Gabon ou FEG a répliqué en décidant de soutenir financièrement les projets d'infrastructures économiques et sociales de la Transition.

L'honneur du Gabon est sauf. Ça, c'est du patriotisme. C'est la preuve que les Gabonais ont compris la nécessité de se serrer les coudes, de mettre entre

parenthèses nos contradictions communautaires, interrégionales, nos querelles et nos divisions pour sauver la Nation en danger. Et prouver à cette même communauté internationale qui se contredit en dénonçant la veille un "processus électoral biaisé" et émettant de sérieuses réserves sur la sincérité des résultats et condamne le lendemain le coup de "libération nationale". Une option qui nous a coûté cher puisque le pays a été suspendu de toutes les instances internationales. Qu'importe, le peuple s'est souverainement exprimé. Il fallait désormais compter sur nos propres forces. Un appel entendu par des patriotes qui se sont rappelés que si leurs entreprises

sont florissantes, c'est grâce à la confiance que l'État leur avait faite en les soutenant tant aux plans interne qu'externe. Un défi qui sonne non seulement comme la fin de la politique de la main tendue des régimes de démission, mais l'affirmation de notre indépendance vis-à-vis de ces États et autres institutions financières toujours prompts à humilier l'Afrique. Voilà le Gabon rétabli dans sa dignité... !

Maintenant que le défi est relevé chez nous, que vont encore exiger de nous ces donneurs de leçon de... démocratie ?

...MAKAYA